



Coop FR
les entreprises coopératives



Coop FR, l'organisation représentative des coopératives en France, en partenariat avec l'organisation européenne Cooperatives Europe, a organisé le 6 juin 2019 une conférence à Strasbourg, sur le thème « Quelle Europe pour demain ? Le rôle des coopératives » dans le cadre de l'assemblée générale des coopératives européennes.

La date, au lendemain des élections européennes, et le lieu, Strasbourg, siège du Parlement européen, ont été choisis pour marquer l'attachement et l'engagement du mouvement coopératif pour une Europe forte.

Avenir de l'Europe, mise en perspective des principes coopératifs et de l'ESS, enjeux plus globaux tels qu'environnement, nouveaux modèles de sociétés civiles, cet après-midi de débat a été organisé autour de l'intervention de notre invité d'honneur, le professeur Andrea Riccardi.

Ancien ministre italien de la Coopération, fondateur de la communauté Sant'Egidio, historien spécialiste des enjeux religieux dans le monde, Andrea Riccardi est intervenu sur le thème de la « Solidarité face aux nationalismes et à la globalisation ».

Cette intervention était précédée d'une session ouverte par Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques-Delors, qui nous a présenté le nouveau visage du Parlement Européen et les défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.

Deux représentants des jeunes citoyens européens, Vendula Couvreur, vice-présidente d'Idealiste.cz, une organisation qui rassemble des militants politiques partageant le rêve de vivre dans une société où l'argent ne détermine pas la valeur de la personne et Alfonso Aliberti, Policy and Advocacy Team Leader, European Youth Forum, ont répondu à cette intervention. ●

Quelle Europe pour demain ?

LE RÔLE DES COOPÉRATIVES

6 juin 2019

PARTENAIRES



AVEC LE SOUTIEN DE



Session d'ouverture

Discours de bienvenue

Jean-Louis Bancel,
président de Cooperatives Europe
et Coop FR

« Mesdames et messieurs, nous vous souhaitons au nom de Cooperatives Europe et de Coop FR la bienvenue à Strasbourg. Nous tenons à remercier chaleureusement Ariel Guarco, président de l'ACI, ainsi que Robert Herrmann, président de l'Eurométropole de Strasbourg pour leur présence.

Nous sommes réunis aujourd'hui dans l'une des deux capitales de la démocratie européenne, dont l'importance est primordiale pour Cooperatives Europe à deux titres : Strasbourg est le siège du Parlement de l'Union européenne, tout autant que celui du Conseil de l'Europe.

Cooperatives Europe regroupe au sein de sa fédération les coopératives de l'Europe géographique. À ce titre, nous nous réjouissons d'accueillir nos amis des pays non membres de l'Union européenne, mais qui appartiennent néanmoins au Conseil de l'Europe.

En ce 6 juin 2019, nous ne pouvons que souligner la valeur symbolique de cette date qui fait écho au 6 juin 1944, jour du débarquement en Normandie, sans oublier la part très importante des pays du front de l'Est et des combats dans le sud de l'Europe dans la libération du continent. Un jalon dans la construction d'une Europe des peuples et des États, pacifiée et fondée sur le respect mutuel, des valeurs incarnées depuis par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Cette paix durable trouve son origine dans le respect des droits de la personne, dans le développement économique, social, culturel des femmes et des hommes, et enfin, dans la coopération entre les peuples et les États. Ces principes constituent le ciment de la construction européenne.



Au cours des interventions qui rythmeront cette journée, nous ne manquerons pas de revenir sur les récentes élections européennes, et sur les conséquences politiques qui en résultent. Demain, lors de l'assemblée générale, nous débattons des orientations que nous voulons porter à destination des mandataires que les peuples européens ont élus. Dans ce contexte, le rôle de Cooperatives Europe est bien celui d'un artisan, dévolu à la construction d'un monde meilleur, une ambition qui fait écho au slogan de l'Année internationale des coopératives en 2012 : "Les coopératives des entreprises pour un monde meilleur." » ●

Robert Herrmann,
président de l'Eurométropole de Strasbourg

« Mesdames et messieurs, nous vous remercions très sincèrement d'avoir choisi notre ville et notre territoire pour organiser cette conférence. Strasbourg, ville d'accueil du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme, est avant tout celle de l'Europe démocratique, représentative et populaire. Ici, l'Europe s'exprime par ses valeurs de démocratie et de solidarité, deux valeurs que partage pleinement le mouvement coopératif que vous représentez. Votre présence est tout à la fois un honneur et un plaisir, Strasbourg et sa métropole s'inscrivent dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire en portant avec force et conviction ce modèle de développement qui représente une alternative crédible au néolibéralisme.

À l'échelle européenne, Strasbourg s'est distinguée à plusieurs reprises, tout d'abord en accueillant en 2014 l'une des plus importantes manifestations européennes consacrées à l'entreprise sociale, qui a abouti à la Déclaration de Strasbourg, puis en participant activement aux travaux du groupe d'experts de la commission européenne de l'économie sociale et solidaire. Notre métropole a assuré la gestion entre 2014 et 2020 de plus de 12 millions d'euros de fonds européens (FEDER et FSE). Enfin, nous venons d'être nommés capitale européenne 2019 pour l'économie sociale et solidaire. À l'échelle locale, nous avons été à l'origine d'une nouvelle méthode de production



des politiques publiques, celle de la co-construction avec les acteurs associatifs, économiques et sociaux, incarnée depuis 2010 par le Conseil de l'économie sociale et solidaire qui réunit élus, techniciens, forces vives de la société civile, afin de promouvoir une stratégie d'innovation sociale intégrée à notre feuille de route économique. Cette co-construction avec les acteurs locaux s'est ensuite élargie à d'autres secteurs de nos politiques publiques : gestion des déchets, démocratie locale, commande publique. Nous portons aussi une attention toute particulière à la démarche écoresponsable des manifestations organisées dans notre territoire, et celle de ce jour sous l'égide de Cooperatives Europe et Coop FR est en tout point remarquable.

Nous ne pouvons que constater les effets néfastes pour notre planète du modèle économique ultralibéral et mondialisé, mais suffirait-il de tout supprimer et de tout remplacer? Je ne le pense pas. Nous sommes à la croisée des chemins, l'économie sociale et solidaire et les coopératives en particulier ont un rôle éminent à jouer, à condition disposer de capacités réglementaires, ce qui n'est pas toujours le cas, notamment au niveau européen. Je peux en revanche vous assurer que vous trouverez à Strasbourg et dans sa métropole des alliés fidèles, convaincus par le modèle coopératif et les projets d'évolutions législatives nationales et européennes que nous porterons à vos côtés.» ●

« L'économie sociale et solidaire et les coopératives en particulier ont un rôle éminent à jouer, à condition de disposer de capacités réglementaires, notamment au niveau européen. »

Ariel Guarco

président de l'ACI

« Mesdames et messieurs, c'est un honneur pour moi d'être parmi vous en tant que Président de l'Alliance Coopérative Internationale. Une assemblée générale est un moment essentiel dans la vie institutionnelle d'une organisation coopérative, un temps où chacun peut exprimer et mettre en lumière les actions entreprises et à venir. Je ne doute pas un seul instant de la richesse des échanges que nous allons partager au cours de ces journées à Strasbourg. Je suis certain que vous allez poursuivre vos actions avec conviction, afin d'approfondir l'intégration, la promotion et la défense des intérêts de toutes les coopératives européennes.

Si Cooperatives Europe est la dernière organisation régionale à avoir été créée, elle n'en est pas moins très vite devenue une référence en Europe, illustrée par la relation étroite tissée depuis 2000 avec la Commission européenne, et par son rôle moteur dans le développement de la coopération internationale qui positionne Cooperatives Europe comme un interlocuteur légitime et pertinent, pivot du renforcement de la sphère d'influence des coopératives membres de l'ACI. Cette démarche commune vise à accroître la visibilité du projet coopératif, tout particulièrement dans la perspective de l'Agenda 2030

« Afin que l'Europe et les coopératives puissent relever les défis qui nous attendent, assurons-nous tout d'abord que toutes les personnes jouissent de leurs droits et vivent dans la dignité. »



de l'ONU, dans lequel les quatre régions de l'ACI joueront un rôle essentiel. Face aux interlocuteurs dont la mission consiste à mettre en œuvre des politiques publiques, les coopératives contribuent à désamorcer les conflits et à construire des communautés solidaires.

Grâce au travail entrepris par l'ACI, et auquel a fortement contribué Cooperatives Europe, nous sommes aujourd'hui en capacité de nous présenter devant la Commission européenne comme des acteurs essentiels de la coopération. Dans le cadre de la construction d'une Europe durable, les eurodéputés peuvent avoir confiance dans le mouvement coopératif qui les aidera à assurer le lien avec les citoyens.

Afin que l'Europe et les coopératives puissent relever les défis qui nous attendent, assurons-nous tout d'abord que toutes les personnes jouissent de leurs droits et vivent dans la dignité, dans un contexte politique pacifié et d'affirmation de la démocratie, où la jeunesse, confrontée à la précarité de l'emploi, trouve sa place. Après les récentes élections du Parlement européen, il paraît essentiel de resserrer les liens avec les institutions et de se battre contre une dangereuse forme de défiance envers celles-ci. Pour cela, le mouvement coopératif doit poursuivre la campagne de promotion de son agenda et de ses revendications auprès des représentants politiques. En ce sens, nous nous réjouissons de la publication par Cooperatives Europe d'un document stratégique portant sur l'avenir coopératif pour l'Europe. Je suis convaincu que l'adoption de positions communes entre nous ne pourra que déboucher sur un renforcement de notre projet. À nous de nous interroger

sur notre capacité à redéfinir la politique et l'économie européenne dans le cadre d'une vision partagée des changements qui bousculent le monde actuel.

Affirmer l'importance du modèle coopératif et de l'économie sociale et solidaire, mettre en avant les ressources que nous sommes en capacité de mobiliser, promouvoir nos études constituent ainsi des leviers essentiels pour toucher l'ensemble des citoyens et des acteurs clés de nos sociétés. Là encore, le rôle de la jeunesse est primordial et nous devons l'inclure dans un vaste mouvement de prise de conscience et de participation dans le cadre des valeurs qui nous guident. Nous devons démontrer que nous travaillons en faveur d'un travail décent, et que nous nous opposons contre toute forme de précarisation. Par ailleurs, notre action doit peser sur la définition des politiques publiques au sein des différents territoires, et pour y parvenir, une connaissance fine du droit comparé des coopératives est indispensable pour tendre vers une harmonisation de la législation européenne.

Pour être en capacité d'aborder tous ces thèmes, l'ACI a regroupé en son sein une équipe de professionnels, placée sous la direction de Bruno Roelants, et chargée de mettre en place les stratégies de notre conseil d'administration. Au terme de l'assemblée générale de Kuala Lumpur en 2017, nous avons mené deux processus de consultation, le premier a donné naissance en 2018 à un document édité en trois langues, le second s'achèvera par la présentation de notre plan stratégique pour la prochaine décennie lors de notre prochaine assemblée générale à Kigali.

L'actualité de notre mouvement coopératif et son rôle dans la construction d'un autre monde ne sont plus à démontrer, et les membres de l'ACI prouvent qu'il est possible d'agir ensemble, dans la diversité. Des sociétés plus justes et démocratiques ont besoin d'organisations économiques et sociales où les talents ne manquent pas. En Europe, ce ne sont pas moins de 140 millions de citoyens membres de 170 000 coopératives, pour près de 4 millions d'emplois. Je vous invite donc à poursuivre le travail engagé en faveur d'une société plus équitable, solidaire et pacifique. » ●

ATELIER DE TRAVAIL

Quelle Europe pour demain ? Le rôle des coopératives

Animé par Caroline Naett,
secrétaire générale de Coop FR

Européennes 2019 : enjeux et perspectives

Sébastien Maillard,
directeur de l'Institut Jacques-Delors

« Depuis 1979, nous élisons le Parlement européen au suffrage universel direct, avec au fil des années un renforcement des pouvoirs de cette institution – preuve en est le nombre de lobbies qui gravitent autour – qui couvre désormais 85 domaines de compétence et a voté plus de 700 lois au cours de la dernière législature. Pourtant, les dernières élections européennes de mai 2019 constituent une rupture et présentent un caractère historique, après des décennies d'abstention forte et de manque de visibilité de cette assemblée, perçue comme un refuge pour les seconds couteaux de la politique, ou inaudible durant les crises majeures que nous avons connues, crise de l'euro, des migrants ou encore Brexit. Dans ce contexte, la période du 23 au 26 mai 2019 représente un tournant après une campagne peu médiatisée, en l'absence parfois de chefs de file, parasitée par un nombre important de listes et le flou entourant le Brexit. En effet, nous avons pu constater un bond spectaculaire, et inattendu, du taux de participation dans 20 des 28 pays de l'Union européenne. La concomitance des élections européennes avec d'autres scrutins nationaux ne saurait expliquer seule ce regain d'intérêt, qui, dans un moment trouble de notre histoire, qu'elle soit européenne ou mondiale, peut être perçu comme un réflexe de survie, un sursaut citoyen. Une question a dominé les débats au cours de la campagne, celle du climat, et les électeurs ont compris qu'il était possible d'agir au niveau de l'Europe.

Quels enseignements pouvons-nous retirer de ces élections ? Tout d'abord, les rapports de force ont évolué. Le poids des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates a diminué alors que ces deux familles



politiques détenaient la majorité jusque-là, tandis que la représentation des Verts et des centristes libéraux a augmenté, rendant dès lors les stratégies d'alliance indispensables. Ensuite, le raz de marée populiste – ou d'extrême droite – tant redouté ne s'est produit qu'en partie, avec tout de même des poussées en Italie et en France, mais ces forces ne seront pas en capacité de nuire au fonctionnement du Parlement, faute d'une coalition telle que la souhaitait Matteo Salvini.

Au terme de ce scrutin, la bataille des nominations débute avec le renouvellement de la Commission

européenne, de la présidence du Parlement, du Conseil européen, et plus tard de la BCE, et enfin la nomination du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. En l'absence de grand vainqueur des élections, le jeu n'en sera que plus ouvert et il provoquera des tensions entre les quatre familles sorties en tête, entre les institutions elles-mêmes pour respecter les sensibilités politiques et géographiques, et enfin entre les deux poids lourds européens que sont la France et l'Allemagne.

L'onde de choc de ces élections dépasse largement le cadre des institutions, elle se répercute jusque dans les États avec la démission d'Andrea Nahles de la présidence du SPD en Allemagne, celle de Laurent Wauquiez des Républicains en France, les fortes tensions entre le Mouvement 5 étoiles et la Ligue en Italie, ou encore la fragilisation de la coalition au pouvoir en Allemagne.

Malgré toutes ces incertitudes, une majorité plus large et plus représentative représente un atout pour le mouvement coopératif qui peut compter sur un nombre accru d'interlocuteurs, et tout particulièrement du côté des Verts pour les questions sociales, d'écologie, de redistribution des richesses. De plus, il est indispensable de profiter de la participation plus élevée lors de ces élections, en faveur d'une réinvention de la démocratie participative au cours de cette législature, et là aussi le mouvement coopératif a tout son rôle à jouer.

La période qui s'ouvre ne sera pas celle du grand soir européen ni celle du recul. Elle porte en elle les germes d'un Parlement plus vivant, légitime, social, redistributif, plus politique assurément, avec plus de diversité et près de 40 % de femmes. Autant d'éléments qui constituent des cartes maîtresses pour le mouvement coopératif au cours des cinq années à venir.»

« Une majorité plus large et plus représentative représente un atout pour le mouvement coopératif qui peut compter sur un nombre accru d'interlocuteurs. »

Caroline Naett

« Merci pour ces mots d'espoir et de mobilisation en faveur d'une nouvelle dynamique que nous pourrions tous apporter. La parole est à la salle. »

Nick Matthews, Co-operatives UK

« L'arrivée dans le jeu politique de partis politiques virtuels, comme le Mouvement 5 étoiles, peut-elle avoir une influence sur la politique européenne et la démocratie participative ? »

Sébastien Maillard

« La question qui se pose est celle de la démocratie digitale, avec la possibilité offerte aux citoyens d'exercer leur pouvoir en ligne, comme cela a été le cas en France lors du grand débat national. Cependant, il me semble que cette transformation des pratiques doit être considérée non comme une fin, mais comme un moyen. La vitalité de la représentation au Parlement européen implique plus de votes et plus de participation de la part des eurodéputés, au nom de ceux qui les ont élus. Si les outils numériques constituent de formidables outils pour la démocratie, gardons en tête que la forte participation lors des dernières élections européennes prouve bien que la démocratie traditionnelle demeure vivace. À nous de saisir ce signal fort afin d'attirer encore plus d'Européens aux urnes. »

Anna Aguirre Uriz, Tazebaez Scoop

« Si la notion de candidat « Spitzen » est encore un concept, la démocratie digitale a pourtant permis d'aborder collectivement des thématiques constructives qui dépassent le cadre national, et cela doit inspirer notre action. Il est temps de s'unir et de trouver des terrains communs. »

Sébastien Maillard

« Je ne pense pas que le terme de "Spitzenkandidat" parle aux citoyens, il me paraît relever d'un jargon propre au microcosme bruxellois. De plus, les traités nous rappellent que le Conseil européen ne peut choisir des têtes de liste pour désigner le (ou la) président(e) de la Commission européenne. Il n'en demeure pas moins que le processus de désignation mérite discussion, dans le respect de la séparation des pouvoirs entre le Parlement et le Conseil européen. »

Caroline Naett

«Merci pour cette discussion. Nous allons maintenant donner la parole aux plus jeunes, à la génération future. Vendula Couvreur, vice-présidente

d'Idealiste.cz, un collectif de militants tchèques, et Alfonso Aliberti, de European Youth Forum (Forum européen de la Jeunesse) que défendez-vous, que proposez-vous pour l'Europe ?»

Quel futur pour l'Europe des jeunes générations ?**Vendula Couvreur,**

vice-présidente d'Idealiste.cz

«La génération Y, ou millennial, regroupe l'ensemble des personnes entrées dans le marché du travail après l'an 2000, lorsque la crise économique et financière battait son plein avant d'atteindre son paroxysme en 2007-2008. Pour cette génération, l'accès à la propriété immobilière est quasiment impossible, les conditions de vie dont jouissaient nos parents ou grands-parents s'apparentent à des privilèges, l'obtention d'un diplôme ne se traduit plus par un emploi assuré, et le droit à la retraite n'est plus qu'un rêve.

Dans ces conditions en effet, quelle Europe voulons-nous ? Une Europe verte, solidaire et respectueuse de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agit donc d'une volonté de reprendre notre destin en main, au sein de l'Europe. Nous devons permettre aux citoyens de peser sur l'environnement dans lequel ils vivent et travaillent, en favorisant la démocratie en entreprise, la redistribution des richesses par le système fiscal et l'accès à un haut niveau de service public. Il serait important de réfléchir aux moyens de taxer le capital et non plus le travail seul, et d'introduire une taxe verte pour l'ensemble des biens non durables. Les récentes manifestations des étudiants européens en faveur du climat, sous la houlette de la figure médiatique de Greta Thunberg, nous poussent à réfléchir à des mesures drastiques, avant d'atteindre un point de non-retour en matière environnementale : réchauffement climatique irréversible, migration des populations menacées par la montée des eaux, etc. Ce constat n'est pas pessimiste, il constituera très bientôt la réalité pour les plus jeunes, où qu'ils vivent.

Les jeunes générations se caractérisent désormais par leur volonté d'agir et non plus seulement de discuter. Notre devoir est d'être à leurs côtés, et le mouvement coopératif peut insuffler de nouvelles pratiques vertueuses au cœur de la société civile.

Un autre volet du combat traite bien évidemment de la sous-représentation des femmes, et tout particulièrement dans la vie politique, malgré les lois pour la parité déjà en place, mais non appliquées.»

**Caroline Naett**

«Je ne peux que vous suivre sur ce dernier point, qui inspirera sans doute des discussions au sein de la commission égalité femmes-hommes de Cooperatives Europe.»

Alfonso Aliberti,

chef d'équipe au European Youth Forum

«Lorsque nous débattons du futur de l'Europe pour les jeunes générations, ne nous trompons pas d'angle de vue, les problèmes ne les attendent pas dans un futur proche, ils les affrontent déjà au quotidien. Cette manière de réfléchir est celle qui doit guider nos actions dès à présent, pour ensuite construire un monde responsable. Nous vivons aujourd'hui dans une société en pleine mutation technologique, l'intelligence artificielle se développe, nous avons aussi évoqué la démocratie digitale, et les conséquences de ces transformations sont d'ores et déjà perceptibles dans nos vies, sans même parler des conséquences sur l'environnement. En parallèle, la démographie européenne évolue, la population vieillit, laissant planer

la menace d'une diminution de la solidarité financière entre les générations. Ces incertitudes se traduisent notamment par l'apparition de troubles chez les plus jeunes, ce qui doit nous alarmer.

Les dernières données nous indiquent que 44 % des jeunes européens occupent un emploi temporaire, 14 % sont sans-emploi et sans formation, renforçant là encore le sentiment d'exclusion d'une population capable pourtant d'investissement individuel ou collectif. Lors des dernières élections, les jeunes ont sans doute contribué à la hausse du taux de participation, mais si certains ont voté pour les partis écologistes, d'autres ont apporté leurs voix à l'extrême droite, et cela résonne comme une alarme dont nous devons impérativement tenir compte. Pire encore, nombre de jeunes Européens n'ont pas pris part au renouvellement du Parlement, et cette désaffection pour la chose publique est elle aussi une source d'inquiétude. Nous voyons sans doute là les conséquences des crises de la décennie précédente dans les esprits d'une génération, celle des trentenaires. Dès qu'une crise survient, le prix à payer est toujours supporté par les jeunes.

Au sein même de nos institutions, dans nos partis politiques ou nos syndicats, chacun semble oublier que le vivier de dirigeants se trouve dans la jeunesse, garante de renouvellement, de dynamisme et force

de proposition. J'encourage d'ailleurs le mouvement coopératif à montrer la voie, à investir sur les jeunes générations, et à offrir de l'espace dans ses structures, ce qui ne peut être qu'un pari gagnant. »

Caroline Naett

« Je crois que nous avons déjà un programme de travail : plus de femmes, plus de jeunes, plus d'environnement dans les coopératives. Y a-t-il des réactions dans la salle ? »

Un intervenant

« Je pense que le problème majeur des jeunes générations réside dans l'impossibilité de mettre en œuvre leurs talents. Un accès facilité au crédit, ou au microcrédit, serait selon moi un moyen de les aider à s'épanouir et à réaliser leurs projets. »

Alfonso Aliberti

« Cette proposition, certes louable, présuppose que tous les jeunes seraient des entrepreneurs potentiels, ce qui n'est pas le cas dans la réalité. Pour certains, la construction personnelle ou professionnelle passe par exemple par des souhaits de formation, d'enseignements spécifiques, de voyages ou que sais-je encore. Dans ce cadre-là, il me paraîtrait plus pertinent d'investir dans la mobilité des jeunes. »

Vendula Couvreur

« Je suis d'accord avec Alfonso. Je pense que l'investissement devrait porter sur les jeunes qui achèvent leurs études et qui sont contraints d'emprunter ne serait-ce que pour pouvoir se loger. Vous commencez mal votre vie lorsque vous la commencez par un endettement. » ●

« Le vivier de dirigeants se trouve dans la jeunesse, garante de renouvellement, de dynamisme et force de proposition. »



Caroline Naett,
Vendula Couvreur
et Alfonso Aliberti.

La solidarité face aux nationalismes et à la globalisation

Jean-Louis Bancel

Nous avons eu l'occasion d'entendre des analyses du paysage politique en Europe. Nous avons entendu ce que pourraient être les grands sujets à prendre à notre compte au cours du prochain mandat européen.

Nous sommes fiers à présent d'avoir, en tant qu'invité d'honneur, M. Riccardi, historien, ancien ministre italien de la Coopération internationale. Sa vision, sa réflexion insiste sur la solidarité et sur le rôle que de bonnes coopératives pourraient jouer dans ce monde en mutation.

Andrea Riccardi,

historien, co-fondateur
de la communauté Sant'Egidio

«Le monde change, et ce changement échappe à tous, simples citoyens ou États. Pourtant, nous nous inscrivons dans cette mutation, mais sans vraiment la comprendre, bien que nous l'ayons nommée globalisation, ou mondialisation pour mieux l'appréhender. Si la globalisation a été une des plus grandes réalisations de l'histoire, elle n'en a pas pour autant modifié les institutions, les frontières, et le sang n'a pas coulé. Les murs de nos demeures se sont écroulés, symboliquement, mais les meubles demeurent en place.

Rien n'a changé et tout est différent, nous voilà maintenant exposés à des courants venus de contrées a priori lointaines, et si proches aujourd'hui, qui nous poussent pour nous protéger à revêtir des habits identitaires. La mondialisation représenterait ainsi une révolution anthropologique, une profonde mutation de la politique, des hommes et des femmes, avec leurs sentiments et leurs peurs, à mille lieues des révolutions qui ont bouleversé notre continent depuis 1789. Ces peurs ont aujourd'hui un nom : le nationalisme. Un repli sur soi qui bouleverse l'ordre social et politique.



Notre continent se caractérise par une population plus âgée que celle du reste du monde, des citoyens qui ont vécu, travaillé et pensé avant la mondialisation. Désormais, ceux qui sont nés après la chute du mur de Berlin, et dans les décennies qui ont donné naissance à la mondialisation entrent en scène. Pour ces trentenaires, l'Europe que nous avons connue appartient au passé, ils sont les enfants d'un monde global, accepté et perçu comme naturel, et ils en seront les protagonistes pour les années à venir.

Nombre de penseurs se sont attelés à conceptualiser ces mutations, le sociologue Zygmunt Bauman décrit une société individualisée, le philosophe Massimo Cacciari perçoit une invention de l'individu qui atteint aujourd'hui son paroxysme, entre la démocratie directe d'un côté et la domination de quelques-uns sur le plus grand nombre de l'autre.

L'individualisme contemporain est désormais un mode de vie, le psychanalyste Luigi Zoja parle lui

de « la mort du prochain ». Dans un monde fait de solitudes juxtaposées, les perdants sont nombreux et nous pouvons nous demander si un homme seul est vraiment libre. La crise de la famille, l'instabilité des rapports sociaux, la précarité professionnelle, la désagrégation des communautés locales, la disparition des partis politiques historiques, la perte d'influence des syndicats et du cadre religieux, etc., tout concourt à faire de la solitude une valeur commune. Étrange paradoxe.

Auparavant, les réseaux politiques, syndicaux, religieux ou autres créaient un lien entre les personnes, entre la dimension locale et les horizons plus lointains, au sein de communautés interconnectées. Désormais, la disparition de ce tissu engendre la peur, et le dépaysement décrit par Tzvetan Todorov trouble profondément les femmes et les hommes dans un monde globalisé. « Il n'est pas bon que l'homme soit seul; je lui ferai une aide qui lui corresponde » est-il écrit dans la Bible. La seule réponse à la solitude est l'autre, différent et semblable à la fois.

À l'heure d'une métropolisation galopante, comment ne pas s'étonner de ce sentiment de solitude alors que l'humanité tend à se concentrer dans des espaces urbains, où la proximité avec l'autre domine ? Cette disparition du lien s'accompagne alors d'une incapacité à comprendre le monde qui nous entoure. En 2006, pour la première fois dans notre histoire, le nombre d'habitants des villes a dépassé celui des campagnes. Toutefois, cette urbanisation se construit aussi en périphérie, les mégalo-poles des pays en voie de développement se composent bien souvent de bidonvilles, de favelas ou d'autres termes

qui décrivent un phénomène identique pour près de 30 % de la population mondiale. Un peuple considérable d'exclus, d'oubliés, de sans-voix qui vit dans un lieu de solitude et de masse. Un peuple abandonné par les institutions, par les services publics.

Les citoyens européens ont peur, trop peut-être. Peur d'invasions de leur monde qui semble sans protection, peur de ne plus être représentés, peur du déclassement pour les classes moyennes. Ce sentiment de déclin est partagé par nombre d'entre eux, et la tentation est vive de céder aux sirènes de ceux qui voudraient redécouper notre espace pour, so-disant, mieux le protéger. Pour Mircea Eliade, nous aurions « peur de l'histoire. » Peur et rage sont de proches parents, et nous constatons chaque jour un ressentiment de plus en plus marqué des peuples envers leurs élites qui n'agiraient que pour des intérêts supranationaux. Malheureusement, l'offre politique qui trouve de plus en plus d'écho dans nos sociétés vise à scinder un espace commun, à ériger de nouvelles frontières, à placer des gardiens entre « eux » et « nous ».

Dans cette vision, quoi de mieux que le retour à la nation ? L'Italie, mon pays, avait étouffé le sentiment national au sortir de la guerre pour tirer un trait sur le fascisme, et pourtant aujourd'hui nous constatons l'éclosion du souverainisme. Plus largement en Europe, cette tentation nationaliste vise à exclure, à faire de la Méditerranée — Mare nostrum faut-il le rappeler — une frontière d'eau où viennent mourir les migrants, à renforcer les frontières du côté des Balkans pour bloquer les réfugiés. L'autre, l'étranger, le musulman, quel que soit le nom que nous lui donnions, est désormais perçu comme la plus terrible menace pour notre continent. Retrouvons notre regard européen et chrétien !

En 1995, dans son ouvrage *Djihad versus McWorld*, Benjamin Barber affirme que la mondialisation économique fabrique une culture médiatique et marchande uniformisée, qui provoque des réactions de repli identitaire, et qui enfantent le terrorisme islamiste. En 2018 dans *The People vs. Democracy*, Yascha Mounk reprend la bipolarisation de Barber, mais l'applique aux démocraties et aux populismes et affirme que la prédominance de la démocratie libérale depuis des décennies est sur le point de s'achever.

Au cours de son histoire, l'Europe a souvent été pervertie par l'idée du nationalisme. Quel visage revêt-il aujourd'hui ? Il puise ses racines dans ce qu'il a de pire, le fascisme et le nazisme, pour n'être plus en sorte qu'un fondamentalisme de plus. Nous vivons dans une société qui a oublié son histoire récente, avec ses conflits et ses tragédies.

Nous avons oublié, et nous voulons oublier l'histoire. Pourtant, la construction européenne trouve son origine dans le refus symbolique d'Auschwitz, dans

« Nous assistons indifférents à l'abandon de l'idée de solidarité dans nos sociétés, au profit du consumérisme et de l'esprit de compétition. »

une vision à l'échelle du continent. Hélas, nous assistons indifférents à l'abandon de l'idée de solidarité dans nos sociétés, au profit du consumérisme et de l'esprit de compétition.

Le pape François déclare que l'économie spéculative appauvrit toujours les plus faibles en les privant de l'essentiel : le travail. Il poursuit en se révoltant contre ceux qui voudraient faire disparaître le mot solidarité de notre vocabulaire. Le pape a raison, la solidarité est une valeur chrétienne, mais elle appartient tout autant à l'âme du mouvement ouvrier socialiste et aux cultures laïques. Elle est au cœur de l'histoire européenne.

Je citerai Jean Duvignaud : « La solidarité, c'est l'idée d'un droit social qui émerge avec Grotius, Leibniz, les physiocrates, l'Encyclopédie, qui anime la révolution américaine, qui donne figure à cette fédération qui enflamme la France de 1789 à 1791 et que les Jacobins pervertiront, une idée qui ressurgit chez les philosophes et les penseurs sociaux, une image neuve qui évoque à la fois l'autonomie des groupes devant l'État et la complicité des hommes face au pouvoir. » Liberté, égalité, fraternité nous dit la devise de la France, mais nous savons pourtant que la dernière valeur est une petite sœur fragile, menacée. Sans fraternité, sans solidarité, la liberté et l'égalité s'affaiblissent.

La solidarité est une révolution permanente de la société européenne, dans son socle s'inscrivent des histoires, des réalisations parfois contradictoires. En ces périodes troubles, nous devons affirmer haut et fort que la solidarité c'est l'Europe, et l'Europe la solidarité. Je vous le rappelle, l'Europe c'est 170 000 coopératives et pas moins de 140 millions de citoyens coopérateurs.

« Notre premier défi est celui de la bataille culturelle pour ranimer la flamme de la solidarité, nous devons la revitaliser, car elle porte en elle les réponses aux questions de notre temps. »

La question fondamentale est la suivante : la solidarité peut-elle survivre, prise en étau entre la mondialisation et le nationalisme, dans une société qui se verticalise ? Lorsque je porte mon regard sur cette assemblée, je me réjouis de constater que la solidarité et l'humanisme européen ne se sont pas évanouis. Les mouvements coopératifs européens sont un signe d'espérance et participent à un futur plus juste.

Chers amis, notre premier défi est celui de la bataille culturelle pour ranimer la flamme de la solidarité, nous devons la revitaliser, car elle porte en elle les réponses aux questions de notre temps. Défendre cette valeur, c'est aussi se sentir responsable des autres et protéger le bien commun. Jean-Paul II a dit « la solidarité n'est pas une vague compassion, c'est la détermination ferme et persévérante de s'engager pour le bien commun. »

Ainsi, il paraît vital de peupler les espaces globaux, les grandes solitudes, les périphéries, les territoires de la peur, de la colère et du narcissisme de notre monde, avec des communautés, des fraternités, des coopératives et des actions communes. Là où les environnements sociaux se fissurent, des hommes et des femmes doivent se rassembler pour les consolider, et réparer les vivants. Sans solidarité, la démocratie n'est plus qu'un mot sans substance, une coquille vide dont l'espace sera vite occupé par le nationalisme. Seuls des pays unis sauveront notre civilisation.

En conclusion, écoutons les paroles de Charlie Chaplin dans *Le Dictateur* : « Nous voudrions tous nous aider, les êtres humains sont ainsi. Nous voulons donner le bonheur à notre prochain, pas le malheur. Nous ne voulons ni haïr ni humilier personne. Dans ce monde, chacun de nous a sa place et notre terre est bien assez riche pour nourrir tout le monde. Nous pourrions tous avoir une belle vie libre, mais nous avons perdu le chemin. L'avidité a empoisonné l'esprit des hommes, a barricadé le monde avec la haine, nous a fait sombrer dans la misère et les effusions de sang. Nous avons développé la vitesse pour finir enfermés. Les machines qui nous apportent l'abondance nous laissent néanmoins insatisfaits. Notre savoir nous a rendus cyniques, notre intelligence inhumains. Nous pensons beaucoup trop et ne ressentons pas assez. Étant trop mécanisés, nous manquons d'humanité. Étant trop cultivés, nous manquons de tendresse et de gentillesse. Sans ces qualités, la vie n'est plus que violence et tout est perdu. » ●

Clôture de la conférence

Jean-Louis Bancel

« Afin de jeter un pont entre cette brillante intervention et le mouvement coopératif, je voudrais rappeler les principes de la déclaration de l'ACI, concernant les coopératives, qui se fonde sur des valeurs d'entraide, de responsabilité individuelle, de démocratie, d'égalité, d'équité et, à n'en pas douter, de solidarité. Je crois que ce que vous venez de partager avec nous est profondément ancré et consacré dans les principes coopératifs.

Quelques questions de la salle ? »

Anna Aguirre Uriz, Tazebaez Scoop

« Je suis très contente que vous ayez soulevé le problème de la solidarité. Un ami et ex-coopérateur me disait récemment que les acteurs du monde coopératif étaient peut-être moins solidaires qu'auparavant. Je viens de Mondragon. Son fondateur Arietta disait que les personnes ont besoin de travail pour s'épanouir pleinement. Et Fellone, ancien président, disait qu'il faut parfois laisser ses besoins de côté

pour laisser émerger les besoins des autres. Ma question est la suivante : comment pouvons-nous la revigorer, redonner vie à cette valeur essentielle de solidarité dans notre mouvement si nous sommes écrasés par un système ? »

Ünal Örnek, Orkoop

« L'histoire de la Turquie est multiple, héritière de l'Empire ottoman, république d'Atatürk, aujourd'hui traversée par une poussée fondamentaliste, et toujours aux portes de l'Europe. Le mouvement coopératif turc, et le peuple sont en opposition contre ce



Anna Aguirre Uriz.



Ünal Örnek.

fondamentalisme et toute forme de racisme qui ne sont pas porteurs d'humanité. Pourtant, les défis sont nombreux, près de 4 millions de migrants ont rejoint la Turquie et ne rêvent que de la quitter pour l'Europe. Quel avenir pour la Turquie ? »

Nick Matthews,
Co-operative UK

«Le défi pour les coopératives est immense, il nous incombe de lutter contre le nationalisme, que je qualifierais même de tribalisme. C'est à nous, coopératives, de redresser la barre et d'orienter les choses positivement. Quels remèdes préconisez-vous M. Riccardi?»

Andrea Riccardi

«La dernière intervention m'interpelle vivement. Vous utilisez, Monsieur, le terme de tribalisme et je vous suis entièrement dans ce constat. Les réactions au monde globalisé sont bel et bien des réactions tribales, la nation devient une tribu. Plus grave encore, dans le vide des liens sociaux se développent des organisations criminelles qui jouent peu ou prou le rôle de l'assistante sociale. Pour lutter, une révolution de la solidarité est indispensable, avec un investissement sans précédent dans la culture, dans l'attention portée à son prochain. Solidarité et humanisme constituent les deux faces de la même pièce. Je souhaite que le mouvement coopératif accentue son action et démontre aux décideurs politiques et aux citoyens que la solidarité est le seul moyen de défendre notre civilisation.

« Je souhaite que le mouvement coopératif accentue son action et démontre aux décideurs politiques et aux citoyens que la solidarité est le seul moyen de défendre notre civilisation. »



Nick Matthews.

L'intervention de notre ami turc est particulièrement éclairante sur un point : lorsque l'Europe tergiverse à propos des migrants, la Turquie en accueille 4 millions. En ce qui concerne la question de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne, les divergences sont profondes, mais je pense que la Turquie actuelle aurait sans doute eu un tout autre destin si nous l'avions accueillie parmi nous.»

Maryline Filippi,
INRA AgroParisTech,
Université de Paris Saclay

«J'ai trouvé que votre explication du processus de dépaysement était éclairante pour mettre en œuvre la solidarité et la re-création du lien social. Vous avez ouvert la porte à de nouvelles voies possibles. Pouvez-vous nous éclairer à propos des moyens pour recréer du lien, et en ce sens, sur le rôle des coopératives?»



Maryline Filippi.

Anna Aguirre Uriz,
Tazebaez Scoop

« Pensez-vous que le vieillissement de la population européenne explique tout ou partie de l'abandon progressif de la solidarité? Ce constat, je le déplore aussi au sein des coopératives dans lesquelles les personnes âgées qui quittent le mouvement font preuve de moins d'implication. »

Jean-Louis Bancel

« Dans la définition d'une coopérative, les textes fondamentaux indiquent qu'il s'agit d'une association volontaire de personnes pour satisfaire les besoins économiques, sociaux et culturels. Lors du dernier conseil d'administration de l'ACI à Matera, nous avons organisé le premier colloque sur le thème "Coopérative et culture" afin de rappeler que la culture demeure le berceau vivant de l'idée coopérative. »

« Si le mouvement coopératif ne réinvestit pas le domaine culturel, d'autres occuperont ce terrain, mais seulement pour exalter l'individualisme à leur intérêt. »



Andrea Riccardi
et Jean-Louis Bancel.

Andrea Riccardi

« Le champ culturel est, et doit demeurer le creuset du mouvement coopératif. Investir dans la culture, c'est investir dans tous les champs de l'action humaine pour définir un dénominateur commun qui soit audible par tous les citoyens, c'est opposer à tous les obscurantismes un nouveau vivre ensemble. Mais pour cela, nous avons besoin de programmes à long terme, d'institutions partenaires et convaincues, et bien sûr, d'investissements. Si le mouvement coopératif ne réinvestit pas le domaine culturel, d'autres occuperont ce terrain, mais seulement pour exalter l'individualisme à leur intérêt. »

Jean-Louis Bancel remercie l'ensemble des intervenants et clôt les échanges.